

Impressions d'un acteur du Grenelle de l'environnement¹

Pierre Guy

agronome, retraité de l'INRA et représentant du réseau France Nature Environnement

pierreadrien.guy@orange.fr

J'ai pu, pour France Nature Environnement et l'AFCEV (Association française pour la conservation des espèces), participer, de loin, mais réellement, au Grenelle de l'Environnement.

Le 31 juillet 2007 je faisais partie du groupe de travail n°4 dit Agriculture, dont l'intitulé était : *Adopter des modes de production et de consommation durables : agriculture, pêche, agroalimentaire, distribution, forêts et usages durables des territoires*. Le 15 octobre 2007, je faisais partie du groupe de travail n°2, Préserver la biodiversité et les ressources naturelles à Périgueux. Le 25 octobre 2007 était le jour des discours de Manuel Barroso, Al Gore et... Nicolas Sarkozy à l'Élysée.

La représentation des ONG

Au niveau national, leur choix fut conditionné par leur importance soit dans le débat électoral (l'Alliance de Nicolas Hulot), soit nationale (FNE, LPO), soit internationale (WWF, Greenpeace, Amis de la Terre).

Au niveau régional, le choix était conditionné par l'implication concrète de ces acteurs sur le territoire : WWF, Greenpeace, Amis de la Terre disparaissaient au profit des conservatoires régionaux d'espaces naturels, du conservatoire du littoral, des conservatoires botaniques, des chasseurs, des pêcheurs... (quasi absents au niveau national).

La représentation des services publics et parapublics

Les ministères (Agriculture, MEDAD, autres) étaient représentés ainsi que l'INRA (à Paris mais non à Périgueux), mais ni le Bureau des

ressources génétiques, ni le GNIS qui auraient pu avoir à dire sur les ressources génétiques cultivées et domestiques. Néanmoins, le GNIS et d'autres ont pu faire une contribution écrite.

Les retombées du Grenelle

Nous pouvons évaluer le Grenelle à travers :

- son retentissement ;
- les textes écrits finalisés le 25 octobre ;
- le discours de Nicolas Sarkozy ;
- les actions nouvelles annoncées.

Pour le retentissement médiatique, il est grand : les mentalités évoluent.

Quant aux textes que j'ai eus en main à cette date, ce sont plus des déclarations d'intention marquées par des non-consensus (eau, pesticides...) qu'un plan d'action.

Le discours de Nicolas Sarkozy tonique, volontaire, a été applaudi et apprécié. Voici, dans ces grandes lignes, ce que j'en ai retenu :

- Le président de la République veut sortir la France de la moyenne, pour la mettre dans le peloton de tête en matière de lutte contre le changement climatique.
- Le président affirme la nécessaire mise en œuvre du principe de précaution (qui n'est pas un principe d'inaction).
- Il souligne la nécessité d'une démocratie associant élus, ONG, professionnels, syndicats, administration pour des décisions partagées.
- Le président propose une agriculture forte, productive, une industrie innovante, performante, libérées de la concurrence déloyale de produits agricoles ou industriels importés ne

1. Ces impressions furent rédigées au sortir du Grenelle, le 30 octobre 2007.

respectant pas les normes environnementales qui sont les nôtres.

– Il préconise le rattrapage des modes de transport, fer, mer, par rapport à la route.

Un train de mesures phares

Nicolas Sarkozy annonce des mesures phares. En voici une liste non exhaustive:

- moratoire sur les OGM pesticides ;
- taxation des poids lourds qui traversent la France ;
- rénovation de 800 000 logements HLM ;
- un repas bio par semaine dans chaque cantine (agriculture bio ou certifiée, cela n'était pas clair) ;
- TVA européenne réduite pour les produits qui respectent des critères écologiques ;
- possibilité de péages urbains ;
- « trame verte » ;
- réduction de 50% d'ici 10 ans, « si possible », des pesticides dangereux ;
- d'ici à 2010, interdiction des fenêtres à simple vitrage et des lampes à incandescence ;
- réforme des marchés publics pour y intégrer davantage de normes environnementales ;
- 95% d'électricité sans carbone , *etc.*

Il y en eut encore beaucoup d'autres – une vraie liste à la Prévert.

Tout cela est bel et bien, mais je fais partie de la petite minorité qui n'est pas convaincue, impression confortée d'ailleurs par des acteurs du ministère de l'Agriculture, lesquels ont du mal à comprendre ce qu'a voulu dire Nicolas Sarkozy sur les pesticides ! Certains aspects peuvent même paraître en recul par rapport à des engagements antérieurs – lesquels fixaient des échéances non à 5 ans, non à 10 ans, mais pour 2009 !

Énergie

Nicolas Sarkozy a souhaité l'indépendance de la Corse, et cela a fait sourire.

Nicolas Sarkozy annonce une électricité à 95% sans carbone : c'est-à-dire le développement du nucléaire et de l'éolien, avec une égalité des investissements dans le nucléaire et dans les énergies renouvelables.

Est-ce un véritable progrès par rapport à aujourd'hui ? Sous l'hypothèse d'un nucléaire sans carbone, pour mémoire 89% de l'électricité était sans carbone en 2005 (source ADEME Poitou-Charentes).

Il exprime une volonté forte pour améliorer les bâtiments publics, les HLM, ainsi qu'une volonté d'améliorer le rendement des moteurs automobiles. Cela ira-t-il jusqu'à réduire fortement le nombre des 4X4 tout terrain ?

Biodiversité

Nicolas Sarkozy a annoncé la « trame verte », et à mon avis pas beaucoup plus, si ce n'est : « il est temps que les sciences de la nature retrouvent leur place dans l'enseignement... ».

Pour la «trame verte» : les naturalistes, les gestionnaires d'espaces demandent en fait des « corridors écologiques » qui permettent à la biodiversité de s'adapter aux changements climatiques (cf. schémas de services).

La profession agricole n'en a pas voulu, mais elle a accepté le terme de « trame verte » – lequel veut dire explicitement, pour certains acteurs, « parc », « jardin public », pour ne pas dire « parcelle de maïs ».

L'État , dans la synthèse du groupe 2 « Préserver la biodiversité et les ressources naturelles », écrit : « Son élaboration et sa mise en œuvre [...] sont portées par les collectivités locales et territoriales, en étroite collaboration avec les acteurs de terrain, dans un cadre cohérent garanti par l'État ».

À Périgueux, le groupe 2 a très largement rejeté tant le terme « trame verte » que le désengagement réglementaire de l'État (bords de cours d'eau, bermes de grande infrastructure...). Seuls l'État et le maire ont le pouvoir réglementaire en France pour l'essentiel ; à mon sens, l'État ne doit pas se défaire sur les collectivités territoriales.

Eau

Je n'ai rien entendu, rien lu dans le discours de Nicolas Sarkozy, si ce n'est : « celui qui pollue des rivières pendant des années doit être comptable de ses actes même des années plus tard ».

Pourquoi ? L'eau, thème transversal, n'a pas été bien traitée par le Grenelle. Signalons que, selon Claudine Joly-Bonaldi (FNE), le ministère de l'Agriculture et la profession n'avaient de cesse de vouloir faire entrer dans la synthèse la nécessité de créer des réserves de substitution et des barrages.

Le groupe 2 traite sommairement de l'eau en rappelant la directive cadre sur l'eau, sans se préoccuper des aspects quantitatifs.

AVEC NICOLAS SARKOZY
TOUÛ EST POSSIBLE



Ressources génétiques

La composition du Grenelle a délibérément écarté les partenaires légitimes en ce domaine : AFCEV, BRG, Croqueurs de pommes, GNIS...

Pourtant, les contributions spontanées du GNIS et de l'AFCEV ne resteront pas sans lendemain.

Le groupe 4 déclare vouloir « Promouvoir les variétés végétales qui manifestent une faible dépendance vis-à-vis des intrants » et certaines variétés issues de modes de sélection particuliers... pourraient désormais être autorisées à la commercialisation.

Dans les conclusions du groupe 2, « un catalogue des variétés locales et traditionnelles est proposé... ». Il permettrait la commercialisation à petite échelle... C'est une voie de conciliation, dans l'impasse où s'était enfoncé le ministère de l'Agriculture. Elle est complétée par une réflexion du groupe 4 sur le rôle de l'IFB et du BRG.

Espaces protégés par voie réglementaire et/ou maîtrise foncière

Les acteurs principaux – et légitimes – ont été délibérément écartés du débat au niveau national mais invités en inter-région.

Le rapport du groupe 2 insiste sur la gestion de la biodiversité ordinaire¹ et sur la mise en œuvre d'une stratégie de développement des aires protégées, oubliant une fois de plus les espaces gérés par le monde associatif – la LPO, pionnière en la matière, les conservatoires régionaux d'espaces naturels...

Nicolas Sarkozy en traite, en deux lignes, dans son discours par le biais de la « trame verte ». Cela reflète-t-il le niveau futur d'engagement de l'État ?

1. *Préserver la biodiversité et les ressources naturelles*, 26 septembre 2007. Rapport du groupe 2 du Grenelle de l'environnement, sur internet : www.legrenelle-environnement.fr/grenelle-environnement/IMG/pdf/Rapport_Groupe_2.pdf

Pesticides

Cela est manifestement un sujet d'intérêt pour le président de la République.

Au registre « investissement massif dans l'agriculture », nous lisons page 7 les termes : « utilisation croissante des produits chimiques dangereux », et plus loin : « Il est également grand temps de prendre au sérieux l'usage croissant des produits pesticides... » ; « Je m'engage à interdire en urgence les substances les plus dangereuses » (p. 9) ; « Je demande à Michel Barnier de me proposer un plan pour réduire de 50 % l'usage des pesticides... si possible... ».

Au registre « une nouvelle politique, c'est une politique de vérité », le Président déclare : « Je veux rouvrir le débat de la responsabilité » ; « Celui qui vend un produit chimique, ... qui crée une nouvelle cellule génétique (*sic*) doit être comptable de ses actes... » ; « Je souhaite que la culture commerciale des OGM pesticides soit suspendue » (p. 3).

Cette prise de position du président de la République est symbolique. Souvenons-nous des tractations entre le gouvernement et la FNSEA échangeant pesticides contre OGM (*Le Canard enchaîné*, 3 octobre 2007). Sans aucun doute, un élan est donné pour une politique nouvelle, mais beaucoup reste à négocier, à préciser. Qu'est-ce qu'un OGM pesticide ? Qu'est-ce que réduire de 50% l'usage des pesticides reconnus dangereux ? Est-ce réduire la quantité de matière active (ce qui n'a guère de sens), ou le nombre de traitements par hectare ?

Au passage, le Parlement européen n'est pas plus clair : « ... viser à atteindre un objectif communautaire de réduction de 25% dans un délai de 5 ans et de 50% dans un délai de 10 ans. »²

Nous pouvons donc entendre de plusieurs manières le discours du 25 octobre du président de la République. Sur le coup, il fut très applaudi, largement approuvé par les ONG. D'autres restent plus critiques : il contient peu de nouveautés, des mesures à expliciter, à concrétiser, des mesures qui devront, d'autre part, être acceptées, négociées avec la Commission européenne, dont on connaît le « libéralisme », et l'OMC, enfin un « si possible »...

Il affirme pourtant une volonté forte, qui répond à une prise de conscience réelle et à une attente du peuple français. Enfin, c'est le président de la République qui parle en arbitre – cela est à considérer avec attention et respect.

Il appartient aux services de l'Etat, dont l'INRA et le CEMAGREF, d'apporter une aide à la décision au gouvernement pour transformer en actions, en lois, en décrets, ces grandes idées lancées en présence de Manuel Barroso de la Commission européenne et d'Al Gore ■

Fontaine-le-Comte, le 30 octobre 2007.

Post-scriptum (9 février 2008). Pour ce qui est de l'objectif de réduction de 50% des pesticides, Guy Paillotin, qui préside le comité Eco-phyto 2018, a la volonté d'avancer avec réalisme et efficacité.

2. Faire entrer la législation sur les pesticides dans le XXI^e siècle, service de presse du 17 octobre 2007, à la page L'utilisation des pesticides dans les forêts, les champs et les parcs : pratique ordinaire, http://www.europarl.europa.eu/news/expert/tous_les_background/default/default_fr.htm